

J'aimerais aussi que l'on supprime toute la paperasserie et que l'on licencie ou que l'on mette à la porte ceux qui sont chargés d'appliquer le programme de lutte contre l'inflation; toutefois, je ne pense pas que les citoyens de notre pays seraient très reconnaissants s'ils constataient que, par ce cadeau de Noël—comme nous aimerions l'appeler—nous avons relancé l'inflation dans notre pays et nous les avons placés dans une situation encore plus défavorable. J'aimerais rappeler au député que, au cours de l'année qui vient de s'écouler, l'application du programme de lutte contre l'inflation a permis une augmentation substantielle du revenu annuel du Canadien moyen.

M. Stevens: Qu'en est-il des sans travail?

M. Kaplan: Le député sait, par les statistiques, que le revenu réel a augmenté.

Certains événements, devront intervenir avant que le ministre des Finances (M. Macdonald) présente son budget à la Chambre et au pays. En premier lieu, nous devons pouvoir étudier les incidences sur l'économie des efforts déployés par le gouvernement fédéral pour la création des programmes d'emplois d'hiver. Nous devons étudier l'incidence de la baisse de la valeur du dollar sur les marchés étrangers. Cet événement n'est vieux que de quelques semaines et il aura de profondes répercussions sur notre économie, tant sur notre position d'exportateur que sur les prix des marchandises dans notre pays. Il importe donc de faire des études dans ce domaine.

Ajournement

Les premiers ministres provinciaux et le premier ministre du gouvernement fédéral viennent de se rencontrer dans le cadre d'une conférence extrêmement importante pour les contribuables canadiens puisqu'elle avait trait à la position du gouvernement fédéral dans le domaine fiscal. Cette réunion a coûté beaucoup plus aux contribuables canadiens qu'on ne s'y attendait. Ses résultats auront donc une incidence sur la position du gouvernement dans le domaine fiscal, ce dont il importera de tenir compte. Les ministres des finances se réuniront à la fin du mois de janvier; ce sera alors l'occasion d'étudier la position des provinces. Ils auront l'occasion de faire valoir leurs arguments, de faire des rapports sur leurs provinces respectives et d'indiquer quel type de budget ils souhaiteraient que l'on établisse.

Je ne tiens pas à ce que, emportés par l'éloquence du député d'en face ou attendris par les sentiments de bonté suscités par les Fêtes de Noël, nous allions jusqu'à voter dans les quelques jours qui viennent une mesure aussi brutale, aussi inconsidérée, et aussi nuisible peut-être même à très court terme pour le Canadien moyen, que celle que le député nous demande d'offrir en cadeau au Canada.

M. Stevens: Au diable les chômeurs.

M. l'Orateur adjoint: La motion étant adoptée d'office, la Chambre s'ajourne à 2 heures demain.

(La motion est adoptée et la séance est levée à 10 h 29.)